



La République Islamique de Mauritanie

Honneur – Fraternité – Justice

Ministre des Finances

Direction Générale du Trésor et de la
Comptabilité Publique

**RAPPORT SUR LES OPERATIONS
FINANCIÉRES DE L'ÉTAT
L'ANNÉE 2025**



Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Table des matières

INTRODUCTION.....	7
1. RECETTES	8
Tableau des opérations financière de l'Etat	8
1.1 Recettes fiscales.....	8
1.1.1. Principales réalisations	9
1.1.2. Répartition par nature fiscale	10
1.2. Recettes non fiscales	11
1.3. Recettes des hydrocarbures	14
2. DÉPENSES & PRÊts NETS	15
2.1. Dépenses courantes	16
2.2. Dépenses d'équipement	17
2.2.1 Dépenses d'investissements sur financement extérieur.....	18
2.2.1.1 Développement rural	19
2.2.1.2 Développement industriel.....	19
2.2.1.3 Aménagement du territoire	20
2.2.1.4 Ressources humaines.....	20
2.2.1.5 Développement institutionnel	20
2.2.1.6 Projets multisectoriels	21
3. SOLDES.....	22
4. FINANCEMENT.....	24
4.1. Financement intérieur.....	25
4.2. Financement extérieur	26
5. CONCLUSION	27
ANNEXES	28
Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour L'ANNEE 2025	29
Annexe 2 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs	38

Index des Graphiques

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

L'année 2025

<i>Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État</i>	8
<i>Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales 2025</i>	Error! Bookmark not defined.
<i>Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature</i>	10
<i>Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales 2025</i>	11
<i>Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales</i>	12
<i>Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales 2025</i>	12
<i>Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons 2025</i>	13
<i>Graphique 8 : Évolution des dépenses</i>	15
<i>Graphique 9 : Dépenses courantes</i>	16
<i>Graphique 10 : Dépenses d'investissement</i>	18
<i>Graphique 11 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons</i>	22
<i>Graphique 12 : Évolution mensuelle des soldes</i>	23
<i>Graphique 13 : Évolution du solde CUT-BCM</i>	24

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Index des Tableaux

<i>Tableau 1: Réalisation des recettes 2025</i>	8
<i>Tableau 2: Réalisation des recettes fiscales 2025</i>	9
<i>Tableau 3: Recettes des hydrocarbures</i>	14
<i>Tableau 4 Développement Rural</i>	19
<i>Tableau 5 : Développement Industriel</i>	19
<i>Tableau 6: Aménagement du Territoire</i>	20
<i>Tableau 7 : Ressources Humaines</i>	20
<i>Tableau 8 : Financement extérieur</i>	26

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	AGENCE NATIONALE DES REGISTRES DES POPULATIONS ET TITRES SECURISES
BCM	:	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE
BCI	:	BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT
BIC	:	BENEFICIE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
BNC	:	BENEFICE NON COMMERCIAL
CAS	:	COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE
FAID	:	FONDS D'AIDE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT.
FMI	:	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
IMF	:	IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE
ITS	:	IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
LFI	:	LOI DE FINANCES INITIALE
LFR	:	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
MDS	:	MILLIARDS
OCDE	:	ORGANISATION DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PIB	:	PRODUIT INTERIEUR BRUT
SNIM	:	SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE
TOFE	:	TABEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
TPS	:	TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES
TVA	:	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
PNDSE	:	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EDUCATION

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Avant-propos

Le Ministère délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, établit à l'attention de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque semestre un rapport sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État et permet d'évaluer les résultats observés par rapport aux périodes précédentes. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr.

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettant à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du pays, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'État au titre de l'exercice 2025 s'est inscrite dans une conjoncture économique internationale caractérisée par une résilience précaire et une reconfiguration des flux commerciaux mondiaux. Selon les données du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, la croissance mondiale s'est stabilisée autour de 3,2%, soutenue par un assouplissement des conditions financières et une modération continue de l'inflation globale, qui a reflué vers 3,5% après les pics des années précédentes. Toutefois, cette stabilité apparente masque des disparités régionales et des incertitudes persistantes liées aux tensions géopolitiques qui ont maintenu une forte volatilité sur les marchés des matières premières. Si les cours de l'énergie ont connu une relative détente, les métaux précieux comme l'or ont atteint des niveaux historiques, confirmant leur rôle de valeur refuge dans un environnement marqué par des politiques commerciales de plus en plus protectionnistes.

Sur le plan national, l'économie mauritanienne a fait preuve d'une résilience remarquable avec un taux de croissance du PIB réel de 4,0% et une maîtrise exemplaire du niveau général des prix, l'inflation ayant été contenue à 2,5% contre 5% l'année précédente. Ces performances ont été favorisées par la politique monétaire prudente de la Banque Centrale de Mauritanie et l'amélioration des cours des produits de base, malgré un environnement géopolitique resté incertain.

La stratégie budgétaire de l'année a été réajustée par la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2025 afin d'adapter les ressources et les charges aux évolutions de la conjoncture et aux nouvelles priorités gouvernementales. Ce cadre rectificatif a permis de porter les recettes totales à 116,96 milliards MRU, soit une progression de 5,84% par rapport aux prévisions initiales, tirée essentiellement par une dynamique positive des recettes fiscales et non fiscales. Parallèlement, les dépenses totales ont été portées à 119,12 milliards MRU, traduisant une volonté de renforcer les investissements publics sur ressources intérieures tout en rationalisant les charges de fonctionnement.

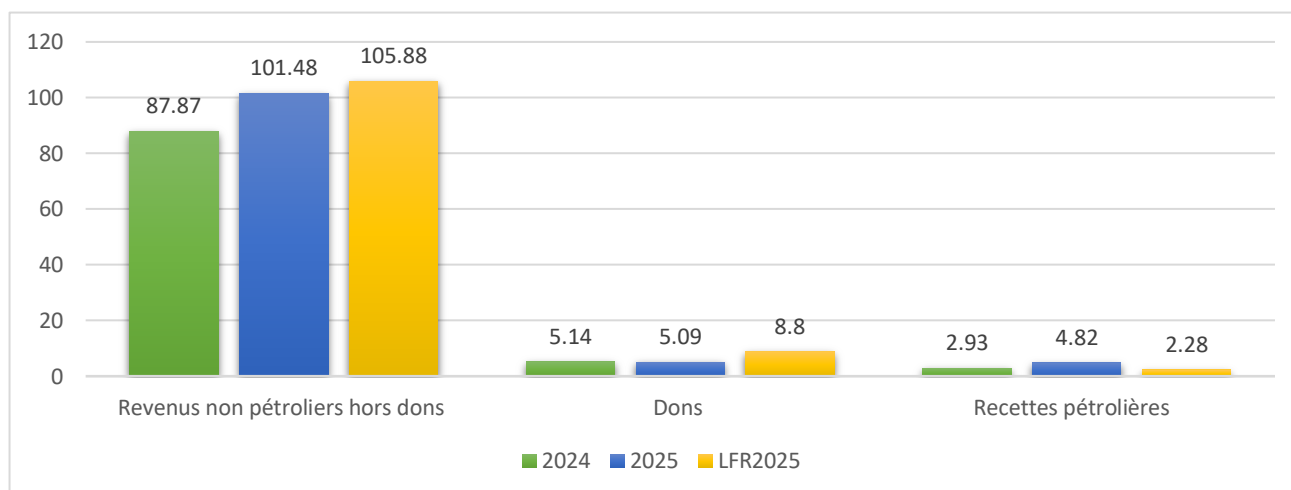
Le solde budgétaire global a connu une amélioration significative sous l'effet de ces ajustements, le déficit ayant été ramené à seulement 0,47% du PIB contre une prévision initiale de 1,44%. Cette réduction drastique du besoin de financement témoigne d'une gestion rigoureuse des deniers publics et d'une volonté ferme de préserver la viabilité de la dette à moyen terme. L'effort budgétaire a également été orienté de manière stratégique vers les secteurs sociaux et les infrastructures de base, consolidant ainsi les bases d'une croissance inclusive conformément aux engagements du Gouvernement.

Le présent rapport annuel offre une analyse exhaustive de l'exécution financière pour l'ensemble de l'exercice 2025 en détaillant la nature des recouvrements effectués. Il met en exergue la capacité de l'administration financière à mobiliser les recettes nécessaires au développement du pays tout en assurant un équilibre macroéconomique stable. Enfin, le document expose les mécanismes de financement sollicités au cours de l'année pour couvrir les charges de l'État et garantir la fluidité des opérations du Trésor Public.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

1. RECETTES

Les recettes de l'Etat, au terme de l'exercice budgétaire 2025, ont enregistré une hausse de 15,44 Milliards MRU par rapport à l'année précédente, pour atteindre 111,39 Milliards MRU. Leur niveau de réalisation a également connu une amélioration de 16,09% passant de 91,93% en 2024 à 95,23% cette année.



Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État

TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERE DE L'ETAT	2024	2025	LFR	Tx Ex	Tx Evo
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	95,95	111,39	116,96	95,23%	16,09%
Revenus non pétroliers et dons	93,01	106,57	114,68	92,93%	14,57%
Revenus non pétroliers hors dons	87,87	101,48	105,88	95,84%	15,48%
Recettes fiscales	64,43	75,26	76,20	98,76%	16,81%
Recettes non fiscales	25,77	28,85	29,68	97,22%	11,96%
Dons	5,14	5,09	8,80	57,87%	-0,96%
Recettes pétrolières	2,93	4,82	2,28	211,27%	64,17%

Tableau 1: Réalisation des recettes 2025

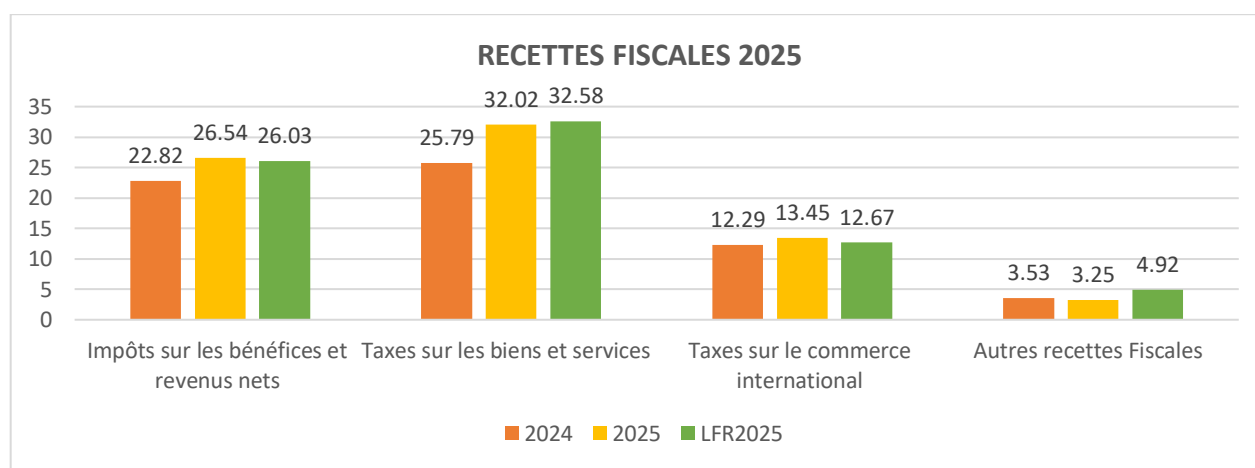
Le tableau ci-dessus permet d'attribuer la performance globale des recettes de l'Etat pour l'année 2025 principalement, à celle des recettes fiscales tant en termes de réalisation que de l'évolution. Les recettes non fiscales y ont également contribué, mais dans une moindre mesure. Les recettes pétrolières ont permis d'atténuer le recul des dons de projets.

1.1 Recettes fiscales

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

Au titre de l'exercice 2025, les recettes fiscales ont atteint 75,26 Milliards MRU sur une prévision de base de 76,20 Milliards MRU, soit une réalisation de 98,76% des objectifs de la Loi de finances rectificative. Elles ont connu une progression de plus de 10,83 Milliards MRU par rapport à l'année dernière traduisant un regain d'activité de l'économie nationale.

1.1.1. Principales réalisations



Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales 2025

TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERE DE L'ETAT	2024	2025	LFR	Tx. Ex.	tx. Evo.
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	22,82	26,54	26,03	101,96%	16,31%
Taxes sur les biens et services	25,79	32,02	32,58	98,27%	24,15%
Taxes sur le commerce international	12,29	13,45	12,67	106,15%	9,44%
Autres recettes Fiscales	3,53	3,25	4,92	66,05%	-7,95%
Recettes Fiscales	64,43	75,26	76,20	98,76%	16,81%

Tableau 2: Réalisation des recettes fiscales 2025

✚ Les impôts sur les bénéfices et revenus net ont atteint 26,54 Milliards MRU, soit 101,96% des prévisions de la LFR (26,03 Milliards MRU), marquant une progression significative de 16,31% par rapport à l'année précédente (22,82 Milliards MRU).

✚ Les taxes sur les biens et services ont atteint à 32,02 Milliards MRU, soit 98,27% des prévisions et une augmentation de 24,15% par rapport à l'année dernière (25,79 Milliards MRU).

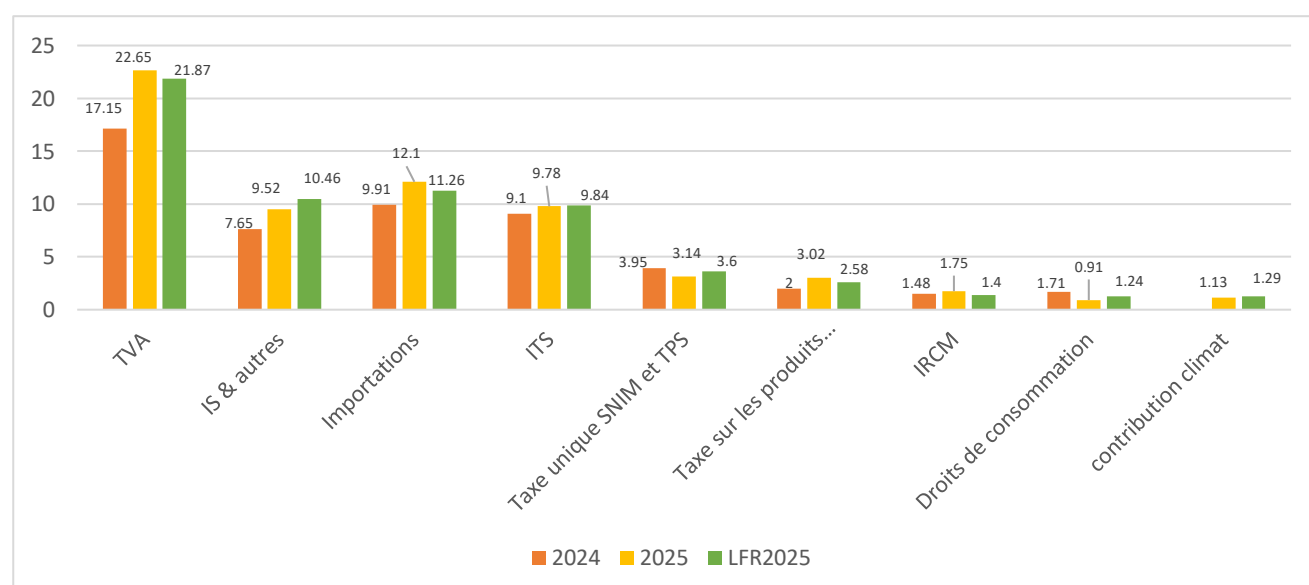
Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

✚ Les taxes sur le commerce international ont été réalisées à hauteur de 13,45 Milliards MRU, soit 106,15% des objectifs de la LFR et une progression de 9,44% par rapport à l'année dernière (12,29 Milliards MRU).

✚ Les autres recettes fiscales regroupant notamment les droits de timbres et les impôts sur la propriété ont atteint 3,25 Milliards MRU, soit 66,05% des prévisions (4,92 Milliards MRU), connaissant une régression de 7,95% par rapport à l'année dernière (3,53 Milliards MRU).

1.1.2. Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations pour la TVA, aux taxes sur le commerce international (importations) et de l'ITS.



Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales pour une contribution de 30,09%, suivie par les taxes sur les importations, qui représente 16,08% des recettes fiscales. Les autres rubriques telles que l'ITS, l'IS & autres, et l'IMF ont représenté respectivement 12,99%, 12,65% et 6,34%. Par ailleurs « la contribution pour la protection du climat » nouvellement mis en place a généré 1,13 Milliard MRU soit 87,26% des prévisions de la LFR.

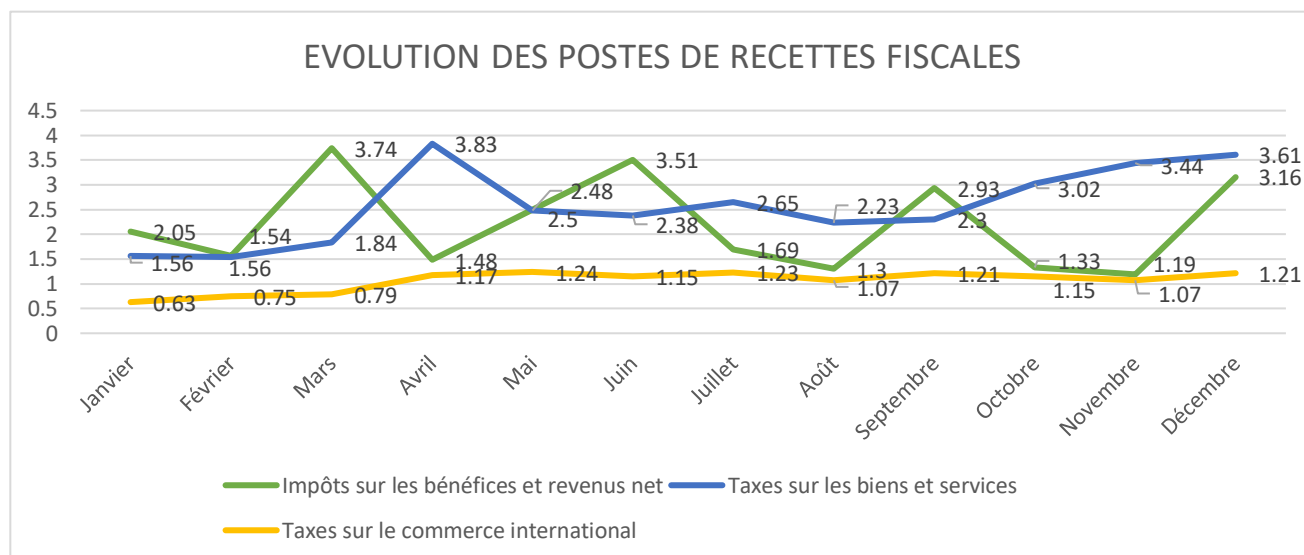
✚ La TVA désormais la principale source de mobilisation, avec un rendement de 22,65 milliards contre 17,15 milliards en 2024, soit une progression de 32,06%, traduisant la vigueur de la consommation intérieure et un meilleur suivi des assiettes fiscales. Les impôts sur les sociétés et autres revenus enregistrent également une performance remarquable, passant de 7,23 à 9,52 milliards (+31,70%).

✚ Les taxes sur les importations progressent de 22,16% (de 9,91 à 12,10 milliards), confirmant la vitalité des échanges commerciaux et l'amélioration du recouvrement douanier.

✚ Les impôts sur traitements et salaires suivent la même tendance, atteignant 9,78 milliards (+7,42%), traduisant une meilleure assiette liée à l'emploi et aux rémunérations.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

- ✚ Tandis que la taxe unique (SNIM et TPS) connaît une régression notable (-20,54 %),
- ✚ Les taxes sur les produits pétroliers, ont marqué une progression significative (+50,55%) avec un taux d'exécution de 116,90% par rapport à l'objectif fixé dans la LFR.



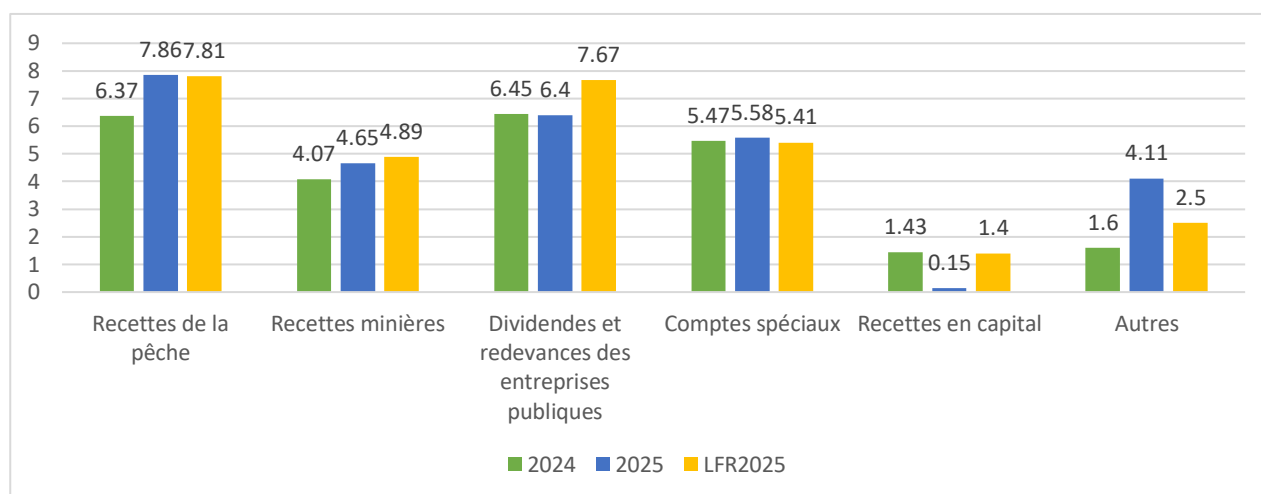
Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales 2025

- ✚ Les impôts sur les bénéfices et revenus nets ont connu une évolution irrégulière tout au long de l'année. Après un niveau de 2,05 milliards MRU en janvier, les recettes ont fluctué avec des pics marqués en mars (3,74 milliards MRU), en juin (3,51 milliards MRU) et en décembre (3,16 milliards MRU).
- ✚ Les taxes sur les biens et services affichent une tendance globalement haussière sur l'année. Après des niveaux modérés au premier trimestre, un pic important est enregistré en avril (3,83 milliards MRU), suivi d'une progression soutenue au dernier trimestre, atteignant 3,44 milliards MRU en novembre et 3,61 milliards MRU en décembre.
- ✚ Les taxes sur le commerce international présentent une évolution relativement stable, avec une augmentation progressive du premier semestre. Les recettes passent de 0,63 milliard MRU en janvier à un pic en mai (1,24 milliard MRU), avant de se stabiliser autour d'une moyenne mensuelle proche de 1,15 milliard MRU durant le reste de l'année.

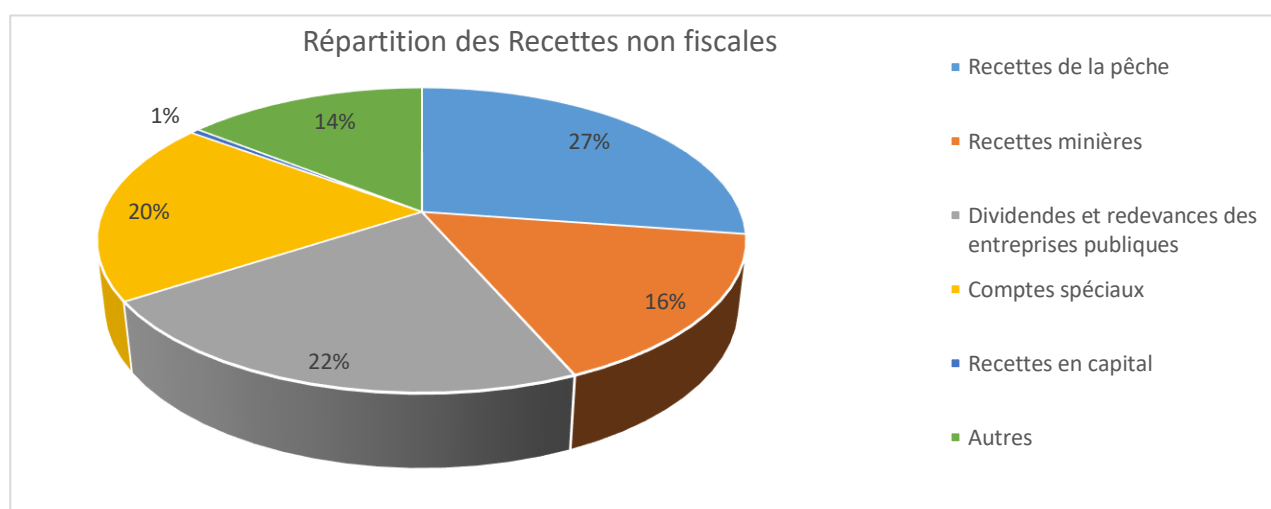
1.2. Recettes non fiscales

En 2025, les recettes non fiscales présentent une évolution globalement contrastée selon les différentes composantes, traduisant à la fois le dynamisme de certains secteurs et le repli marqué d'autres sources de financement non récurrentes.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025



Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales



Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales 2025

Les représentations ci-dessus montrent que les deux principaux postes de recettes non fiscales (en valeur) sont les recettes de la pêche ainsi que les Recettes des Dividendes et redevances des entreprises publiques, avec des apports respectivement de 27,23% et de 22,19%.

Les recettes de la pêche enregistrent une progression significative, atteignant 7,86 milliards MRU contre 6,37 milliards MRU en 2024, soit une hausse de 23,26%. Ils constituent le premier poste de recettes non fiscales, représentant 27,23% du total. Cette prédominance confirme le rôle stratégique du secteur halieutique dans le financement non fiscal de l'État.

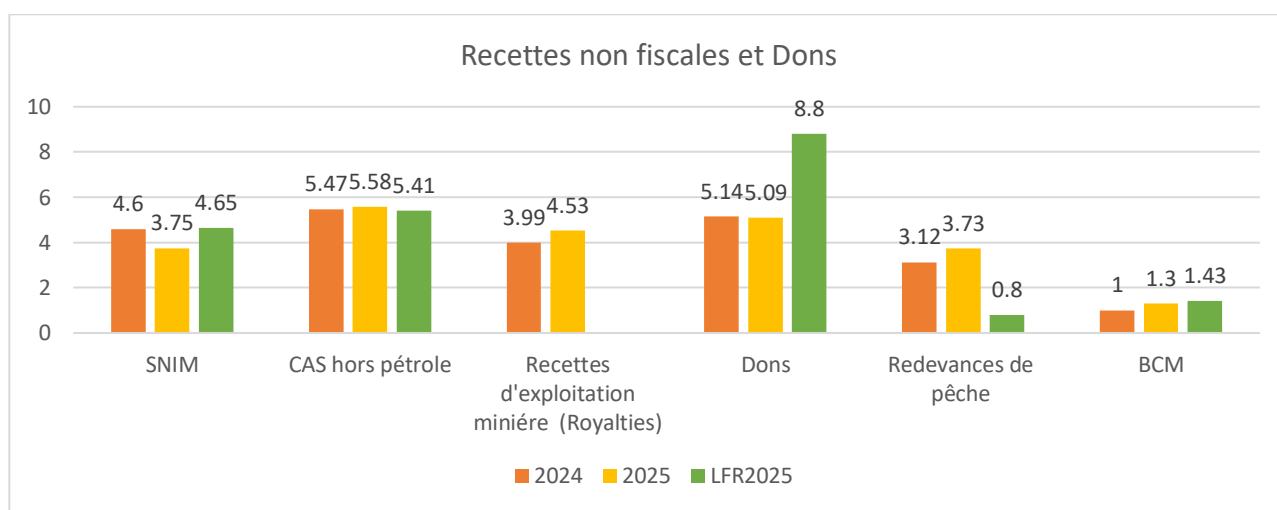
Les dividendes et redevances des entreprises publiques demeurent globalement stables, s'établissant à 6,40 milliards MRU en 2025, contre 6,45 milliards MRU en 2024. En occupant la deuxième position, avec une contribution de 22,19% des recettes non fiscales. Ce niveau témoigne d'une participation toujours significative des entreprises publiques au budget de l'État.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

✚ Les comptes spéciaux affichent une légère progression, atteignant 5,58 milliards MRU contre 5,47 milliards MRU l'année précédente, traduisant une relative stabilité des mécanismes de financement spécifiques. Ils représentent 19,36% des recettes non fiscales en 2025.

✚ Les recettes minières poursuivent également leur tendance haussière, passant de 4,07 milliards MRU en 2024 à 4,65 milliards MRU en 2025, soit une augmentation de 14,44%. Ils contribuent à hauteur de 16,13%, confirmant la montée en puissance progressive du secteur extractif dans la mobilisation des ressources non fiscales. Cette part reflète l'amélioration des recettes issues des royalties minières, en lien avec l'activité d'exploitation et le renforcement des dispositifs de recouvrement.

✚ Enfin Les autres recettes non fiscales connaît une hausse notable, s'établissant à 4,11 milliards MRU en 2025 contre 1,60 milliard MRU en 2024, représentant 14,24% du total. Cette rubrique, par nature hétérogène, regroupe notamment les pénalités, majorations et produits divers, dont la progression témoigne d'un renforcement des actions de contrôle et de recouvrement.



Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons 2025

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

1.3. Recettes des hydrocarbures

Les recettes pétrolières et gazières se sont élevées à 4,82 Milliards MRU pour cette année. Prévues à 2,28 Milliards MRU et réalisées à 211,27%, elles ont évolué de 1,88 Milliards MRU soit 64,17% par rapport à l'année dernière.

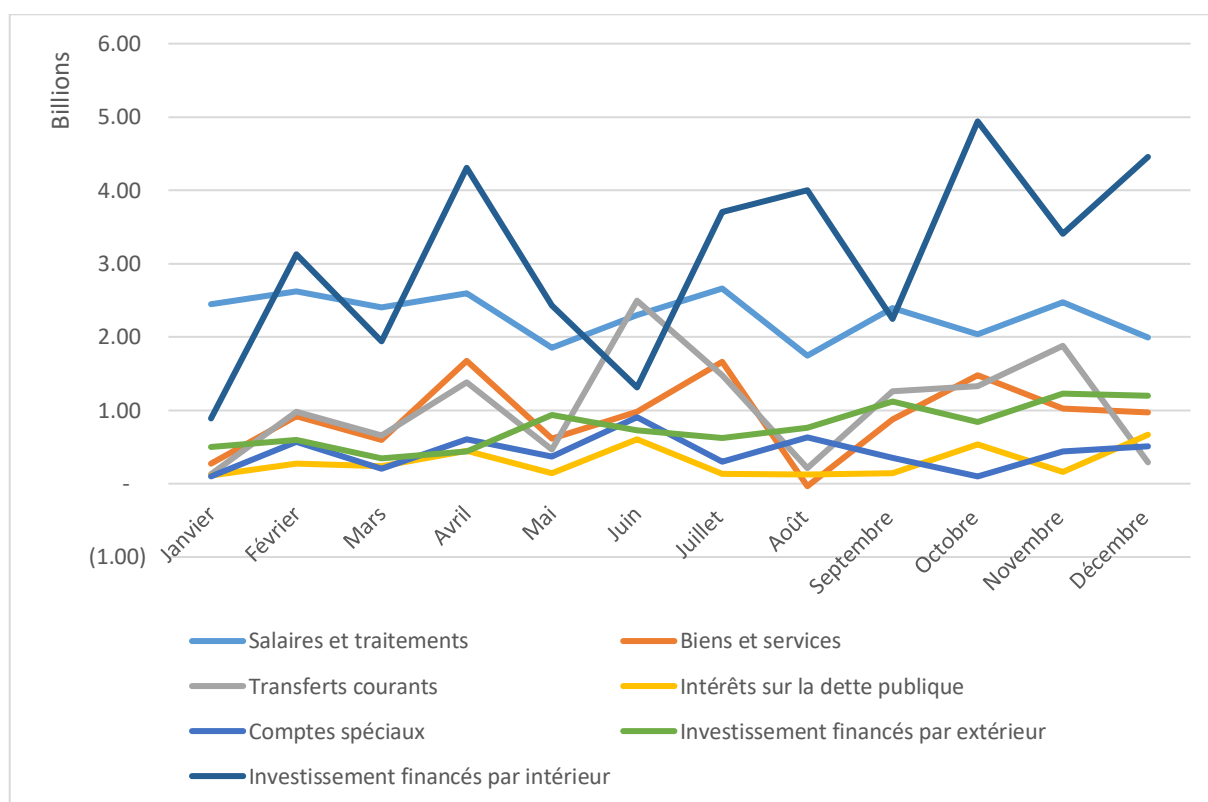
Recettes des hydrocarbures	2024	2025
Recettes pétrolières et gazières	2,93	4.82
Recettes fiscales	2,33	2.63
Recettes non fiscales	0,61	2.18

Tableau 3: Recettes des hydrocarbures

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

2. DÉPENSES & PRÊTS NETS

Les dépenses et prêts nets, au titre de l'année 2025 ont atteint 112,38 Milliards MRU. Ils ont connu une évolution de 10,40% par rapport à l'année dernière (101,79 Milliards MRU). Sur une prévision de 119,11 Milliards MRU, leur taux de réalisation s'est élevé à 94,35% de l'objectif annuel.



Graphique 8: Évolution des dépenses

La représentation ci-dessus permet d'apprécier le rythme des rubriques principales des dépenses et de constater leurs amplitudes de variation :

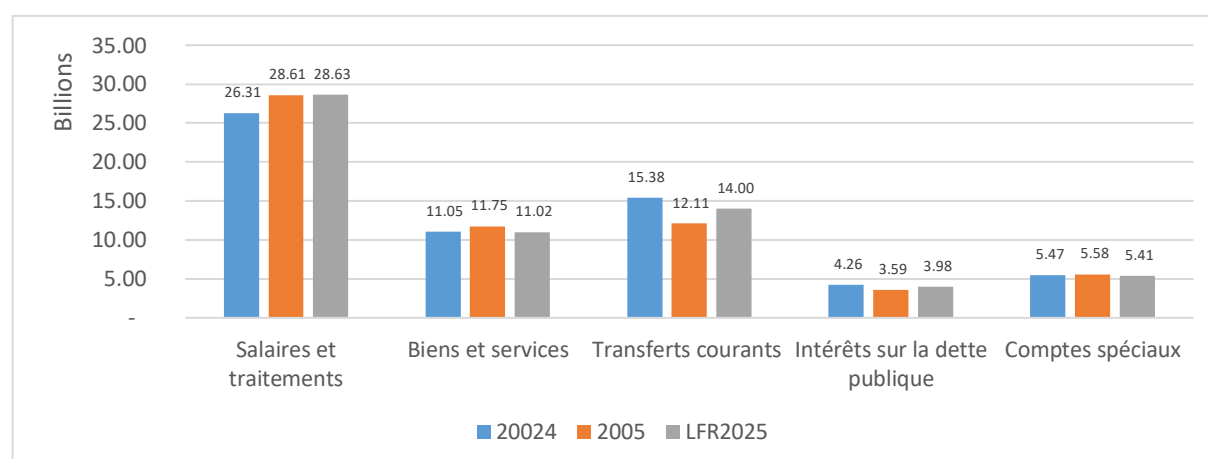
- Les salaires et traitements ont fluctué autour d'une moyenne mensuelle de 2,29 Milliards MRU et des extrêmes en juillet et février, respectivement de 2,66 et 2,62 Milliards MRU ;
- Les dépenses de biens et services se sont chiffrées ont connu une évolution sinusoïdale avec un minimum en Janvier de 0,27 Milliards MRU et un maximum de 1,67 Milliards MRU en Avril ;
- Les transferts courants ont oscillé autour d'une moyenne mensuelle de 1,04 Milliards MRU avec des extrêmes en Juin, et en juillet respectivement de 2,49 et 1,48 Milliards MRU ;
- Les intérêts de la dette publique ont évolué, irrégulièrement, tout au long de la période autour d'une moyenne de 0,991 Milliards MRU, avec des valeurs maximale et minimale en janvier et en décembre de 0,11 et 0,67 Milliards MRU ;

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

- Les comptes spéciaux ont évolué autour d'une moyenne 0,42 Milliards avec un minimum de 0,10 Milliards MRU en janvier et 0,91 Milliards MRU en juin ;
- Les investissements sur financement extérieur se sont établis autour d'une moyenne de 0,78 Milliards MRU avec une valeur minimale de 0,34 Milliards MRU en Mars et 1,23 Milliards MRU en novembre ;
- Les investissements sur financement intérieur ont connu une évolution irrégulière autour d'une moyenne de 3,06 Milliards MRU avec une amplitude de variation de 3,57 Milliards MRU entre les valeurs de janvier et décembre.

2.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes, en cette année, se sont établies 63,89 Milliards MRU pour une prévision annuelle de 65,54 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 97,48% et une régression de 0,81% par rapport à leur niveau de l'année dernière.



Graphique 9: Dépenses courantes

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

La représentation ci-dessus fait ressortir les constats suivants :

- Les traitements et salaires, réalisés à hauteur de 28,61 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 28,63 Milliards MRU, soit une réalisation de 99,93% et une progression de 8,74% par rapport à l'année dernière (26,31 Milliards MRU) ;
- Les dépenses de biens et services ont été réalisées à 106,61% des prévisions annuelles (11,02 Milliards MRU) s'élevant à 11,75 Milliards MRU et ont connu progression de 6,29% par rapport à l'année dernière (11,05 Milliards MRU) ;
- Les transferts courants se sont situés à 12,11 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 86,53% de l'objectif annuel (14,00 Milliards MRU). Par rapport à l'année dernière, les transferts ont régressé de -21,26% ;
- Les intérêts de la dette publique, exécutés à hauteur de 90,23%, se sont chiffrés à 3,59 Milliards MRU. Ils ont régressé de -15,64% par rapport à leur niveau de l'année dernière (4,26 Milliards MRU) ;
- Enfin, les dépenses des comptes spéciaux ont atteint 5,58 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 5,41 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 103,23% et une augmentation de 2,10% par rapport à leur niveau à l'année 2024.

2.2. Dépenses d'équipement

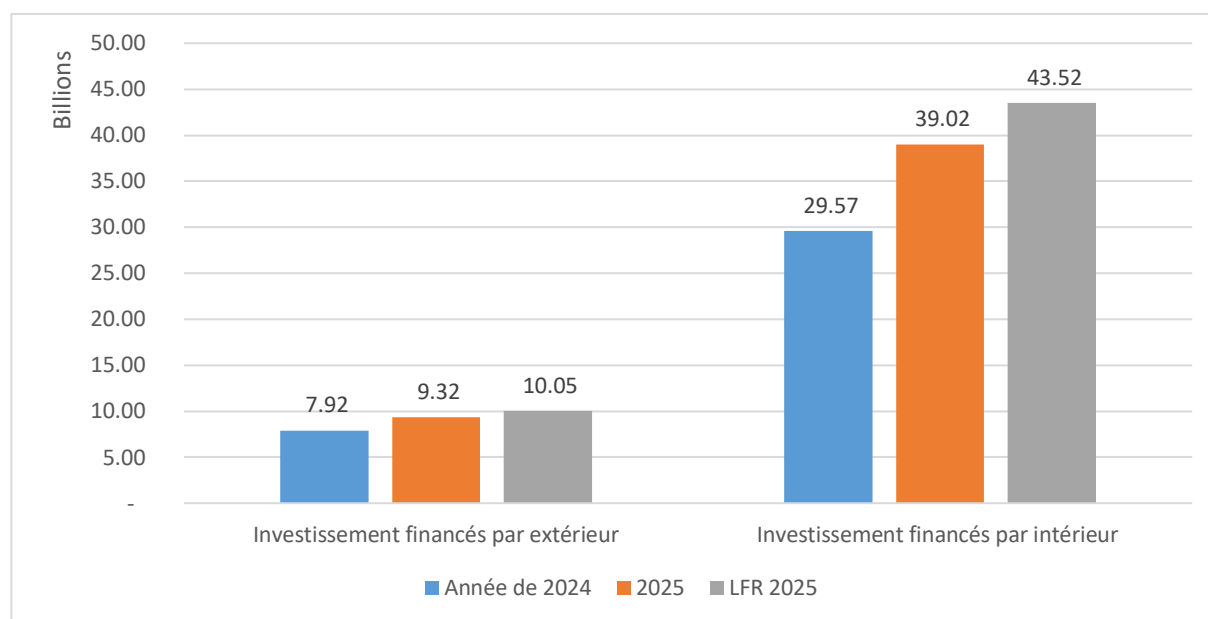
Les dépenses d'équipement, au titre de l'année 2025, ont atteint 48,35 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 53,57 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 90,25%. Par rapport à l'année dernière, les investissements ont connu une progression de l'ordre de 10,86 Milliards MRU (+28,97%).

Elles se composent de dépenses réalisées sur financement intérieur (part de 78,88%) et des dépenses réalisées sur financement extérieur (21,12%).

Les dépenses sur financement intérieur ont été exécutées à hauteur de 39,02 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 43,52 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 89,67%. Par rapport à l'année 2024, ces dépenses ont progressé de 9,46 Milliards MRU (31,99%).

Également, les dépenses sur financement extérieur ont atteint 9,32 Milliards MRU sur un objectif annuel de 10,05 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 92,74%. Elles ont connu une progression de 1,40 Milliards MRU par rapport à l'année dernière

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025



Graphique 10: Dépenses d'investissement

2.2.1 Dépenses d'investissements sur financement extérieur

La Mauritanie a mis en place plusieurs réformes pour améliorer son attractivité, dont le Conseil Supérieur pour l'Amélioration du Climat des Affaires, la Chambre Internationale de Médiation, ainsi que la mise en place du Guichet unique rattaché à la nouvelle Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie « APIM ». Cette dernière est un établissement public à caractère administratif chargé de la politique nationale dans le domaine de la promotion des investissements, avec comme objectif principal la mise en place des mécanismes permettant d'accroître les capacités productives du pays, la création d'emplois et la génération de revenus pour le bien – être et la prospérité des citoyens.

Les différents facteurs susmentionnés ont bien sur un impact favorable sur l'attractivité de la Mauritanie auprès des investisseurs étrangers, et sur la mobilisation de fonds auprès des partenaires au développement.

Le financement extérieur se présente sous plusieurs formes : les dons et les prêts dans le but de contribuer au développement. Ce financement extérieur constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement (19%), qui couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours l'exercice 2025, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 12,92 Milliards MRU (32% des sources de financement étant des dons (soit 4,15 Milliards MRU) et 68% au titre des prêts (soit 8,77 Milliards MRU). Ce montant comprend les dépenses d'investissements sur financements extérieurs pour l'administration centrale (8,91 milliards MRU) et les établissements à

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

caractère administratif (0,36 milliards MRU) ainsi que pour les entreprises publiques (3,63 milliards MRU).

Ces dépenses sont passées en revue par secteur d'activités dans les parties qui suivent.¹

2.2.1.1 Développement rural

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural au titre de l'exercice 2025 s'élève à 1,96 Milliards MRU, dont 43,14% de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds et 56,86% de prêt ayant des taux de confessionnalité assez élevés.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- Agriculture 51,91% (dont 27,36% des dons) ;
- L'élevage 28,37% (49,72% provenant des dons) ;
- L'Environnement (14,82%);
- L'hydraulique villageoise-pastorale (4,79%) ;
- Recherche/Formation/Vulgarisation (0,11%).

Libellé	Montant
Agriculture	1 019 272 108,56
Élevage	557 164 934,86
Environnement	291 051 983,82
Hydraulique villageoise-pastorale	94 038 415,24
Recherche/Formation/Vulgarisation	2 142 080,00
Total	1 963 669 522,48

Tableau 4 Développement Rural

2.2.1.2 Développement industriel

Le Développement Industriel couvre les investissements relatifs à la pêche et à l'énergie avec un montant total de 2,76 Milliards MRU au titre de l'exercice 2025, dont 37,48% financé par des dons. Les dépenses de l'énergie ont représenté 87,63% des dépenses du secteur.

Libellé	Montant
Energie	2 419 840 236,41
Mines hors SNIM	132 696 550,30
Pêche	208 835 780,00
Total	2 761 372 566,71

Tableau 5 : Développement Industriel

¹La répartition par secteur des dépenses d'investissement sur financement extérieur ne distingue pas la part des dépenses ayant été exécutées sur le budget de l'État, ni sur les budgets des entreprises publiques, ni sur les budgets annexes. Celle est donc présentée afin d'offrir un aperçu des poids respectifs des secteurs d'activités dans les investissements publics de façon consolidée, mais le périmètre va au-delà de celui du rapport et du TOFE qui sont limité au budget de l'État central.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

2.2.1.3 Aménagement du territoire

Les dépenses liées à l'aménagement du territoire ont été de 4,43 Milliards MRU dont 85,58% financé par des prêts. Ces dépenses se sont réparties comme suit :

- Habitat/Urbanisme/Transport 12,91% ;
- Hydraulique urbaine et assainissement (61,42% de l'enveloppe globale, dont 84,04% financé par prêts) ;
- Télécommunications 6,07% (financés par des prêts).
- Infrastructures routières 14,28% (financés intégralement par des prêts) ;
- Infrastructures portuaires 5,31%.

Libellé	Montant
Habitat/Urbanisme/Transport	571 716 613,10
Hydraulique urbaine & Assainissement	2 719 431 573,09
Infrastructures portuaires	235 095 274,94
Infrastructures routières	632 428 262,91
Télécommunications	268 967 672,62
Total	4 427 639 396,66

Tableau 6: Aménagement du Territoire

2.2.1.4 Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont été de 1,86 Milliards MRU constitués à 63,88% de dons.

- L'éducation a représenté 20,81% des dépenses, dont 85,46% sont des dons ;
- La santé et les affaires sociales ont atteint 0,92 milliards MRU financés à hauteur de 61,46% par des dons ;
- La justice (1,07% de cette rubriques) ;
- L'emploi a atteint 28,86% de cette rubrique et a été financé à hauteur de 51,10% par des dons.

Libellé	Montant
Education	388 025 748,08
Emploi	538 150 795,52
Santé et Affaires Sociales	918 604 471,58
Justice	20 000 000,00
Total	1 864 781 015,18

Tableau 7 : Ressources Humaines

2.2.1.5 Développement institutionnel

Le développement institutionnel a coûté 0,19 Milliards MRU pour l'appui à l'administration, financé à hauteur de 96,28 par des prêts.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État

L'année 2025

2.2.1.6 Projets multisectoriels

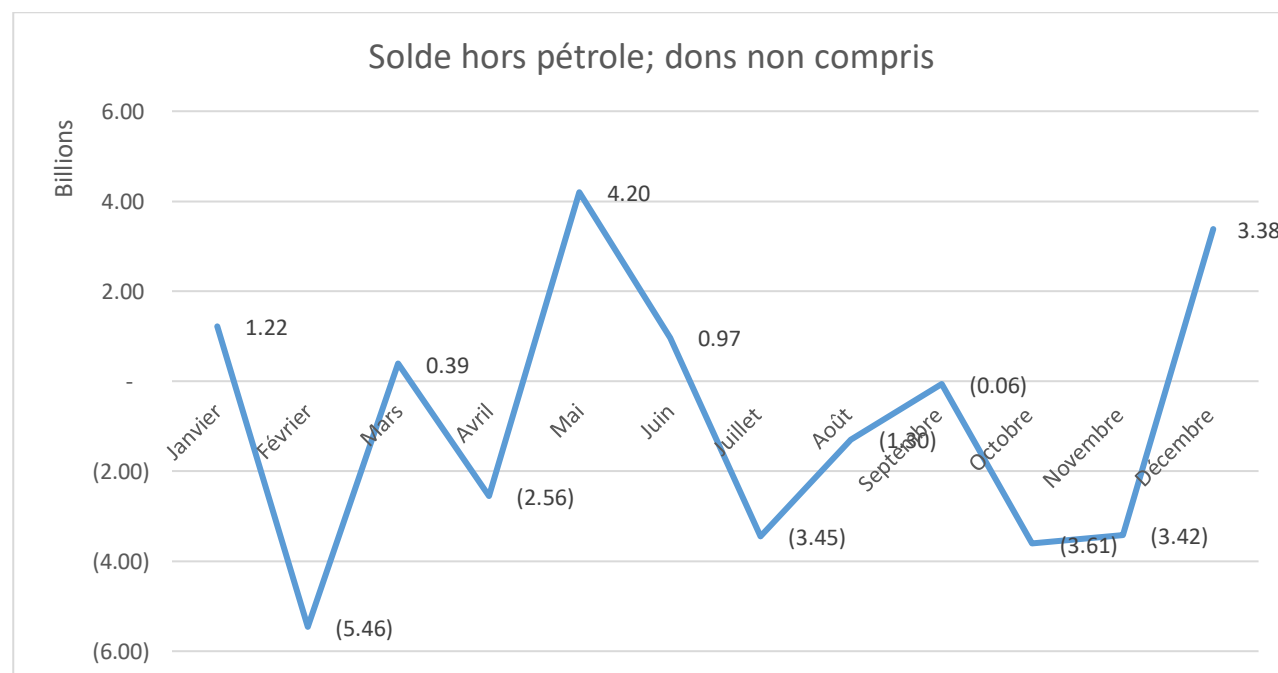
Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 1,77 Milliards MRU, dont 74,60% constitués de prêts.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

3. SOLDES

L'exécution du budget, au titre de l'année 2025, fait ressortir un **solde global déficitaire** de 0,99 Milliards MRU, sur une prévision annuelle déficitaire de (2,15) Milliards MRU.

Le **solde hors pétrole** (dons non compris) représente la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes des hydrocarbures) et les dépenses totales (hormis les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'extérieur), et permet d'évaluer la situation financière de l'État, sans avoir recours aux ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes des hydrocarbures, et en excluant les dépenses non-discrétionnaires. Ce solde a enregistré cette année un déficit de (10,90) Milliards MRU, sur une prévision annuelle de (13,23) Milliards MRU.



Graphique 11 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons

Cette performance trouve son origine principalement dans l'amélioration significative de la mobilisation des ressources internes. En effet, les recettes non pétrolières hors dons ont atteint **101,48** milliards MRU au cours de l'année 2025, contre **87,87** milliards en 2024, soit une progression de **13,60** milliards MRU. Cette évolution traduit une dynamique positive en matière de recouvrement fiscal et de gestion administrative, contribuant à réduire la dépendance vis-à-vis des ressources conjoncturelles.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025



Graphique 12 : Évolution mensuelle des soldes

Le graphique représentatif de l'évolution mensuelle des soldes transcrit l'importance du secteur extractif dans la formation des soldes excédentaires avec des amplitudes de variation de -0,02 à 3,65 Milliards MRU entre le solde global et le solde primaire hors industries extractives.

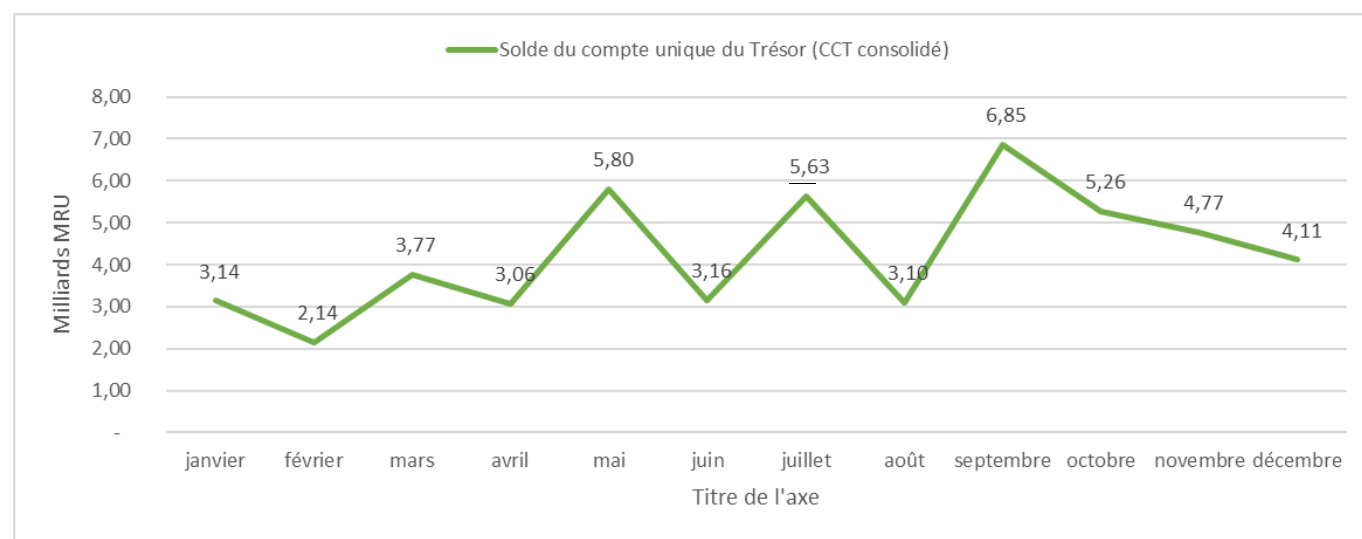
Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

4. FINANCEMENT

L'exécution des opérations budgétaires et de trésorerie au cours de l'année 2025 s'est soldée par un financement global de 0,99 milliard MRU. Ce besoin a été couvert par une mobilisation nette sur le marché intérieur, qui a permis non seulement de combler le déficit budgétaire, mais aussi de compenser un flux net négatif important sur le financement extérieur.

Cette situation a permis de consolider la position nette du Trésor, avec un solde du Compte Unique du Trésor (CUT) s'établissant à 4,11 milliards MRU au 31 décembre 2025.

Évolution du solde CUT-BCM en 2025



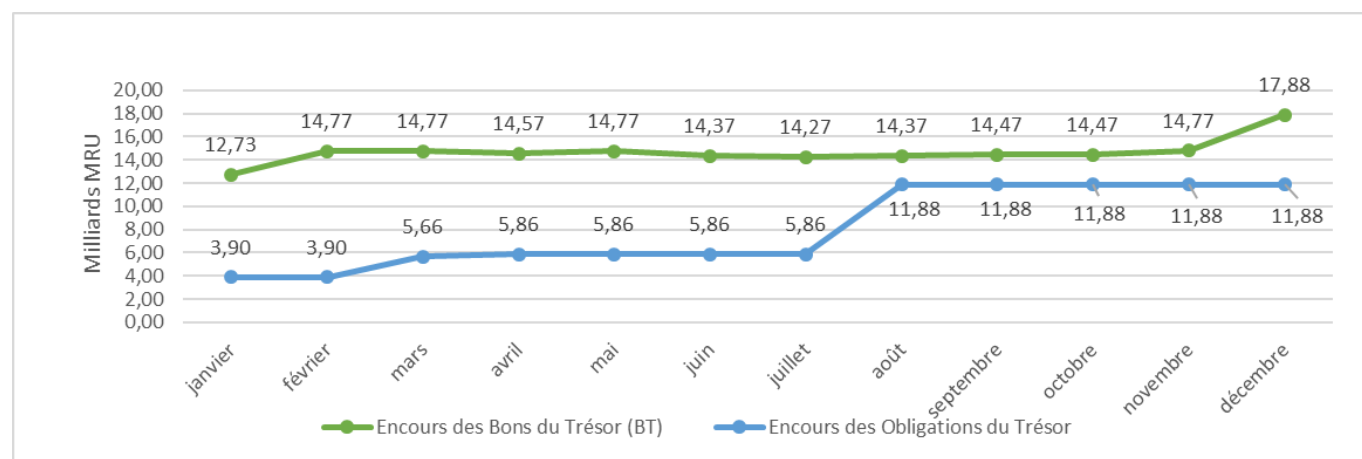
Graphique 13: Évolution du solde CUT-BCM

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

4.1. Financement intérieur

Le financement intérieur a constitué le pivot de la gestion financière de l'exercice, assurant non seulement la couverture des engagements de l'État, mais aussi la consolidation proactive de ses réserves de trésorerie dans une logique de transition vers un marché de capitaux moderne. Au-delà de la simple levée de fonds, le Trésor Public a activement œuvré à la dynamisation du compartiment primaire à travers une stratégie de présence régulière et une sollicitation accrue du secteur bancaire, marquée par des émissions (nettes) de titres publics (Bons et Obligations du Trésor) atteignant 12,55 milliards MRU. Cette intensité de mobilisation est une étape délibérée visant à instaurer la profondeur nécessaire pour préfigurer l'ouverture effective de la bourse et l'avènement d'un marché secondaire dynamique. Dans cette perspective, la gestion des émissions a été rigoureusement calibrée pour s'aligner sur les objectifs de politique monétaire et la régulation de la liquidité bancaire, créant ainsi un environnement stable pour les futurs investisseurs. Cette coordination exemplaire entre le Trésor et les autorités monétaires a permis de renforcer la position de liquidité de l'État, avec un solde du Compte Unique du Trésor (CCT consolidé) s'établissant à 4,11 milliards MRU. La gestion de l'exercice se traduit ainsi par une accumulation de réserves au niveau du CUT de +0,84 milliard MRU, garantissant au Trésor une autonomie financière solide et une crédibilité accrue pour le futur déploiement des infrastructures de marché financier en Mauritanie.

- Les financements nets par Bons de Trésor bancaires, islamiques et classiques, ont atteint respectivement -0,42 et 6,23 Milliards MRU en fin de période ;
- Le financement net par Obligations de Trésor (bancaire) a atteint 6,88 Milliards MRU ;
- Le Financement net, non bancaire (Bons et Obligations) s'est élevé à 0,30 Milliards MRU ;
- Les variations mouvements sur les comptes de dépôts et les variations des arriérés, respectivement à 9,79 et -11,38.



Graphique 14 : Évolution des encours des Titres du Trésor

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

4.2. Financement extérieur

Le financement extérieur net est ressorti négatif à hauteur de -3,36 milliards MRU, marquant une politique de désendettement extérieur particulièrement vigoureuse. Cette situation s'explique par un volume de remboursements en capital (amortissements de la dette) s'élevant à 10,73 milliards MRU, lequel a largement excédé les nouveaux tirages sur emprunts extérieurs (5,95 milliards MRU) et les prêts budgétaires obtenus auprès du FMI et de l'IDA (1,62 milliard MRU). Par ailleurs, le compte pétrolier affiche un solde net de -0,19 milliard MRU, résultant de l'arbitrage entre les recettes pétrolières encaissées (2,09 milliards MRU) et la contribution reversée au Budget par le FNRH (1,90 milliard MRU).

	Réalisations 2025
Financement extérieur	-3,36
Compte pétrolier net	-0,19
<i>Recettes pétrolières</i>	<i>-2,09</i>
<i>Contribution du FNRH</i>	<i>1,90</i>
Emprunts extérieurs (nets)	-4,78
<i>Nouveaux emprunts</i>	<i>5,95</i>
<i>Amortissements de la dette</i>	<i>-10,73</i>
Prêt budgétaire (FMI et IDA)	1,62

Tableau 8 : Financement extérieur

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

5. CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État pour l'année 2025 a été marquée par un **déficit budgétaire de 0,99 Milliards MRU**. Elle fait apparaître une bonne mobilisation des recettes, atteignant (95,23% des prévisions de la LFR) pour un montant total de 111,39 Milliards MRU. Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 75,26 Milliards MRU (98% des prévisions de LFR) tandis que les recettes non fiscales se sont situées à 28,85 Milliards MRU (97,22% des prévisions de LFR).

Les dépenses de l'État ont été exécutées à hauteur de 94,35% des prévisions de LFR, soit un montant de 112,38 Milliards MRU reflétant les efforts de performance et d'accélération du rythme de l'exécution budgétaire pour mieux atteindre les objectifs visés par le budget.

L'exécution des dépenses courantes a atteint 63,89 Milliards MRU par rapport à une prévision de 65,54 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 97,48%. Les dépenses d'investissement ont atteint 48,35 Milliards MRU, dont 39,02 Milliards MRU (État Central) et 9,32 Milliards MRU sur financement extérieur.

Au niveau du financement, le solde du compte unique du Trésor à la BCM a enregistré une légère augmentation de 0,84 Milliards MRU. Les financements extérieurs se sont soldés par un besoin de financement à hauteur de 3,36 Milliards MRU, dus essentiellement à l'amortissement de la dette.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

ANNEXES

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

ANNEXE1 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025

	2024	Jan	Fév.	Mar	Avr	Mai	Juin	Jui	août	Septem bre	Octobre	Novem bre	Décemb re	Réal.2025	LFR2025	x Ex.
R ecettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	95,95	6,41	5,64	7,45	9,26	12,66	9,57	8,03	6,89	10,31	8,18	8,02	14,53	111,39	116,96	5,23%
R evenus non pétroliers et dons	93,01	6,21	5,11	7,24	9,17	11,71	9,21	7,53	6,65	10,06	7,89	7,47	14,09	106,57	114,68	2,93%
Revenus non pétroliers hors dons	87,87	6,03	4,91	6,97	9,07	11,15	8,97	7,27	6,29	7,66	7,79	7,33	13,80	101,48	105,88	5,84%
R ecettes fiscales	64,43	4,43	3,98	6,50	6,63	6,32	7,15	5,67	4,78	6,55	5,70	5,85	9,53	75,26	76,20	8,76%
Impôts sur les bénéfices et revenus nets <i>BIC et BNC</i>	22,82	2,05	1,56	3,74	1,48	2,50	3,51	1,69	1,30	2,93	1,33	1,19	3,16	26,54	26,03	01,96 %
	7,23	0,12	0,34	2,59	0,23	0,73	2,23	0,21	0,18	1,87	0,15	0,11	0,81	9,52	10,46	1,03%
d ont : recettes extractives	1,11	0,01	0,01	1,21	0,03	0,03	0,90	0,01	0,01	0,90	-	-	0,10	3,20	2,90	10,31 %
Impôt minimum forfaitaire	4,16	0,18	0,32	0,35	0,35	0,44	0,37	0,46	0,40	0,38	0,43	0,42	0,50	4,77	3,36	42,11 %
d ont : recettes extractives	0,00	0,09	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,16		
d ont : DGI	2,90	0,06	0,10	0,09	0,10	0,06	0,06	0,06	0,11	0,06	0,28	0,11		1,33		
I TS	9,10	1,48	0,74	0,65	0,72	0,94	0,78	0,69	0,68	0,60	0,62	0,63	1,26	9,78	9,84	9,38%
Etat	0,45	0,04	0,04	0,04	0,03	0,04	0,04	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	1,26	1,68		
Autres	8,66	1,44	0,70	0,61	0,69	0,90	0,74	0,64	0,64	0,56	0,59	0,59		8,10		
I RCM	1,48	0,19	0,02	0,02	0,14	0,36	0,06	0,28	0,01	0,04	0,08	0,01	0,53	1,75	1,40	25,17 %
d ont : recettes extractives	0,52	0,08	-	0,00	0,07	0,36	0,06	0,07	-	0,00	0,05	0,00	0,50	1,19	0,30	96,24 %

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

GR	<i>I</i>	0,00	-	0,00	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	-	0,00	0,00	-	
SI	<i>R</i>	0,85	0,07	0,13	0,12	0,04	0,03	0,07	0,05	0,03	0,04	0,04	0,03	0,06	0,71	0,97	3,50%
<i>ont : recettes extractives</i>	<i>d</i>	-													-		
Taxes sur les biens et services		25,79	1,56	1,54	1,84	3,83	2,48	2,38	2,65	2,23	2,30	3,02	3,44	3,61	32,02	32,58	8,27%
VA	<i>T</i>	17,15	0,92	1,04	1,28	1,84	1,75	1,68	1,72	1,59	1,77	2,27	2,90	2,96	22,65	21,87	03,55 %
TVA intérieure		5,81	0,12	0,31	0,49	0,63	0,38	0,40	0,54	0,69	0,56	0,53	1,68	1,91	8,31	7,00	18,77 %
TVA sur les importations		11,34	0,80	0,73	0,80	1,20	1,37	1,28	1,19	0,90	1,21	1,74	1,22	1,05	14,33	14,87	6,39%
<i>ont : recettes extractives</i>	<i>d</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
axe unique SNIM et TPS	<i>T</i>	3,95	0,13	0,10	0,10	1,43	0,09	0,13	0,29	0,10	0,08	0,31	0,14	0,24	3,14	3,60	7,27%
<i>ont : recettes extractives</i>	<i>d</i>	2,82	-	-	-	1,29	-	-	0,19	-	-	0,21	0,02	-	1,71	2,20	7,56%
axe sur les produits pétroliers	<i>T</i>	2,00	0,14	0,10	0,16	0,20	0,22	0,20	0,23	0,21	0,25	0,25	0,22	0,24	3,02	2,58	16,90 %
ontribution climat	<i>C</i>	-	0,02	0,06	0,08	0,11	0,11	0,10	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,09	1,13	1,29	
rois de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	<i>D</i>	1,71	0,09	0,12	0,14	0,17	0,22	0,19	0,19	0,14	0,01	0,01	0,01	0,01	0,91	1,24	3,19%
autres taxes (assurances, véhicules, aéroport et TSST)	<i>A</i>	0,97	0,27	0,12	0,09	0,09	0,09	0,08	0,09	0,08	0,07	0,07	0,06	0,06	1,18	2,00	8,90%
Taxes sur le commerce international		12,29	0,63	0,75	0,79	1,17	1,24	1,15	1,23	1,07	1,21	1,15	1,07	1,21	13,45	12,67	06,15 %
importations	<i>I</i>	9,91	0,58	0,67	0,67	1,05	1,13	1,04	1,09	0,95	1,09	1,06	0,97	1,10	12,10	11,26	07,48 %
axe statistique	<i>T</i>	2,38	0,05	0,07	0,12	0,12	0,11	0,11	0,14	0,12	0,12	0,09	0,09	0,11	1,35	1,41	5,55%
Autres recettes fiscales		3,53	0,19	0,13	0,12	0,14	0,11	0,11	0,11	0,19	0,12	0,20	0,16	1,55	3,25	4,92	6,05%
rois de timbres	<i>D</i>	0,89	0,07	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,07	0,07	0,06	0,07	0,06	0,07	0,80		

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

<i>Impôts sur la propriété</i>	0,73	0,12	0,07	0,07	0,09	0,05	0,05	0,04	0,12	0,06	0,13	0,10	0,07	1,03		
<i>Autres recettes fiscales CAS</i>	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,41	1,41	
Recettes non fiscales	25,77	1,67	1,31	0,68	2,53	5,70	2,02	1,78	1,67	1,26	2,24	1,53	4,40	28,85	29,68	7,22%
Recettes de la pêche	6,37	0,40	0,27	0,09	0,69	0,28	0,22	0,21	0,77	0,61	0,47	0,36	3,11	7,86	7,81	00,60%
Union Européenne bud.	2,98	0,20	0,11	0,06	0,04	0,11	0,01	0,03	0,28	0,09	0,02	0,11	2,73	3,78	5,01	
Compensation financière	2,65	0,02	0,01	0,02	0,02	0,04	0,01	0,03	0,05	0,02	0,02	0,03	2,66	2,95	2,97	
Armateurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,04	
Droit territorial	0,33	0,17	0,10	0,03	0,01	0,07	0,00	-	0,23	0,07	0,01	0,07	0,07	0,83		
Redevances	3,12	0,13	0,13	-	0,64	0,17	0,17	0,16	0,48	0,51	0,41	0,25	0,33	3,73	0,80	
Taxes (les Bateaux affrétés par les nationaux)	1,74	0,13	0,13	0,21	0,34	0,17	0,05	0,16	0,20	0,44	0,35	0,20	0,25	2,83		
Licences (les étrangers)	1,38	0,01	0,01	0,01	0,30	0,00	0,12	0,00	0,28	0,07	0,07	0,05	0,08	0,90		
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,18	0,04	0,02	0,02	0,01	0,00	0,02	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,17	1,83	
Amendes	0,10	0,02	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	0,03	0,01	0,02	0,17	0,17	
Recettes minières	4,07	1,02	0,08	0,04	0,97	0,11	0,02	1,07	0,11	0,00	1,08	0,00	0,15	4,65	4,89	5,16%
Recettes cadastrales	0,08	0,00	0,00	0,03	0,01	0,01	0,02	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,12		
Recettes d'exploitation (Royalties)	3,99	1,01	0,08	0,00	0,96	0,09	0,01	1,06	0,11	-	1,09	0,00	0,12	4,53		
Autres recettes minières	0,00	-	-	0,00	-	0,00	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00		
Dividendes et redevances des entreprises publiques	6,45	0,02	0,00	0,18	-	4,74	0,54	0,02	0,05	0,01	0,42	0,35	0,02	6,40	7,67	3,47%

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

<i>SNIM</i>	4,60	-	-	-	-	3,21	0,54	-	-	-	-	-	-	3,75	4,65	0,61%
<i>CM</i>	<i>B</i>															
	1,00	-	-	-	-	1,30	-	-	-	-	-	-	-	1,30	1,43	0,91%
<i>auritel</i>	<i>M</i>															
	0,42	-	-	-	-	0,23	-	-	-	-	0,34	-	-	0,57	0,53	07,43%
<i>anpa</i>	<i>P</i>															
	0,04	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,07	0,15	-	0,23	0,49	6,16%
<i>ortndb</i>	<i>P</i>															
	0,13	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,18	0,93%
<i>AADEN</i>	<i>M</i>															
	-	-	-	0,18	-	-	-	-	-	-	-	0,13	-	0,36		
<i>autres</i>	<i>A</i>															
	0,26	0,00	0,00	0,00	-	,00	,00	,02	,05	0,01	0,00	0,07	0,02	0,18	0,38	6,17%
Dette r�troced�e et recouvrements	<i>S</i>															
	0,38	-	-	0,00	0,00	-	0,00	-	-	-	-	-	0,10	0,10	-	
<i>NIM</i>	<i>S</i>															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>OMELEC</i>	<i>S</i>															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>OGEM</i>	<i>S</i>															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes sp�ciaux	<i>S</i>															
	5,47	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	0,30	0,63	0,35	0,10	0,44	0,51	5,58	5,41	03,23%
<i>secteur p�trole</i>	<i>S</i>															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>AS hors p�trole</i>	<i>C</i>															
	5,47	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	0,30	0,63	0,35	0,10	0,44	0,51	5,58	5,41	03,23%
<i>dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)</i>														2,20		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,20		
Recettes en capital	<i>V</i>															
	1,43	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,01	0,02	0,01	0,00	0,01	0,01	0,15	1,40	0,48%
<i>ventes de terrain</i>	<i>H</i>															
	0,07	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,00	0,01	0,01	0,14		
<i>hors ventes de terrain</i>	<i>H</i>															
	1,36	0,000	0,000	0,000	-,0	0,002	0,000	0,000	0,000	-,0	0,000	-,0	-,0	0,002		
Autres																
	1,60	0,12	0,38	0,16	0,25	0,19	0,31	0,17	0,09	0,27	0,17	0,37	0,51	4,11	2,50	64,32%

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Dons	5,14	0,18	0,20	0,26	0,10	0,56	0,25	0,26	0,36	2,40	0,10	0,14	0,29	5,09	8,80	7,8 7%
<i>Dons projets</i>	4,11	0,18	0,20	0,26	0,10	0,56	0,25	0,26	0,36	0,67	0,10	0,14	0,29	3,37	7,27	6,3 4%
<i>Aide Budgétaire</i>	1,04	-	-	-	-	-	-	-	-	1,72	-	-	-	1,72	1,53	12, 62 %
Recettes exceptionnelles	-															
Recettes pétrolières et gazières	2,93	0,20	0,53	0,21	0,09	0,95	0,36	0,50	0,24	0,25	0,28	0,55	0,44	4,82	2,28	11, 27 %
Recettes fiscales	2,33	0,07	0,38	0,20	0,09	0,86	0,20	0,18	0,16	0,15	0,16	0,05	0,13	2,63	-	
IC B	-	-	-	-	-	-	-	-	-					-		
TS I	-	-	-	-	-	-	-	-	-					-		
Autres A	-	-	-	-	-	-	-	-	-					-		
Recettes non fiscales	0,61	0,13	0,15	0,01	0,00	0,09	0,16	0,31	0,08	0,10	0,13	0,50	0,31	2,18	2,28	5,7 9%
Bonus/Redevances	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,24	-	0,24		
Revenu du capital R	0,42	-	-	-	-	-	-	-	-							
Autres	0,17	0,13	0,15	0,01	0,00	0,09	0,16	0,31	0,08	0,10	0,13	0,26	0,31	1,95	2,28	5,3 4%
Dépenses et prêts nets D	-															
Dépenses et prêts nets D	101,79	4,81	10,37	6,59	11,63	6,95	8,00	10,72	7,58	7,72	11,40	10,76	10,42	112,38	119,11	4,3 5%
Dépenses courantes	64,41	3,31	6,53	4,18	6,78	3,47	7,34	6,28	2,70	5,24	5,53	6,00	4,66	63,89	65,54	7,4 8%
Salaires et traitements	26,31	2,45	2,62	2,41	2,60	1,86	2,30	2,66	1,75	2,40	2,04	2,47	1,99	28,61	28,63	9,9 3%
Biens et services	11,05	0,27	0,92	0,60	1,67	0,62	0,98	1,66	0,03	0,87	1,48	1,03	0,97	11,75	11,02	06, 61 %
Transferts courants	15,38	0,13	0,98	0,66	1,38	0,47	2,50	1,48	0,21	1,26	1,33	1,88	0,29	12,11	14,00	6,5 3%

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

Intérêts sur la dette publique	4,26	0,11	0,27	0,24	0,44	0,15	0,60	0,13	0,13	0,14	0,54	0,16	0,67	3,59	3,98	0,23%
<i>Dette intérieure</i>	1,38	0,04	0,07	0,03	0,05	0,06	0,22	0,05	0,06	0,10	0,04	0,10	0,18	1,01	1,23	1,92%
<i>Dette extérieure</i>	2,87	0,07	0,20	0,21	0,39	0,09	0,38	0,09	0,07	0,04	0,50	0,06	0,49	2,58	2,75	3,94%
Comptes spéciaux	5,47	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	0,30	0,63	0,35	0,10	0,44	0,51	5,58	5,41	0,23%
Dépenses d'équipement	37,49	1,39	3,72	2,28	4,74	3,36	2,04	4,32	4,77	3,37	5,78	4,64	5,66	48,35	53,57	0,25%
<i>Investissement financés par extérieur</i>	7,92	0,50	0,60	0,34	0,44	0,93	0,73	0,62	0,76	1,12	0,84	1,23	1,20	9,32	10,05	2,74%
<i>Investissement financés par intérieur</i>	29,57	0,89	3,13	1,94	4,31	2,43	1,31	3,70	4,00	2,24	4,94	3,41	4,46	39,02	43,52	9,67%
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	0,10	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	1,38	0,11	0,12	0,89	0,08	0,11	0,10	0,14	-	
Réserves communes	1,94	0,25	1,17	0,08	0,06	0,02	0,06	0,05	0,02	0,22	0,05	0,03	0,23	2,24	2,50	9,60%
Autres dépenses	-														-	
S solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	13,92	1,22	5,46	0,39	2,56	4,20	0,97	3,45	1,30	0,06	3,61	3,42	3,38	10,90	13,23	2,39%
S solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	8,78	1,40	5,26	0,65	2,46	4,76	1,21	3,19	0,94	2,34	3,51	3,29	3,67	5,81	4,43	31,10%
S solde de Base hors pétrole (déficit -)	20,95	0,79	6,13	0,06	3,34	3,68	0,12	3,94	1,83	1,07	4,89	4,67	1,80	18,72	18,46	01,40%
S solde global; dons non compris (déficit -)	10,99	1,43	4,93	0,60	2,47	5,15	1,33	2,95	1,05	0,19	3,33	2,88	3,82	6,08	10,95	5,55%
S solde primaire hors secteurs extractifs	15,32	0,38	4,71	0,34	4,29	2,06	0,48	4,21	0,76	1,72	4,16	3,24	3,72	14,60	15,39	4,89%
S solde global; dons compris (déficit -)	5,85	1,60	4,73	0,86	2,37	5,70	1,57	2,69	0,69	2,59	3,22	2,74	4,11	0,99	2,15	6,08%

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

	-																17,205
Financement	5,85	1,60	4,73	0,86	2,37	5,70	1,57	2,69	0,69	2,59	3,22	2,74	4,11	0,99	2,15	6,08%	
Financement intérieur	10,35	1,07	5,29	0,35	3,13	5,73	0,18	1,15	1,91	4,34	3,02	2,55	1,02	4,41	2,04	15,99%	
<i>Financement intérieur Ajusté</i>	9,60	1,07	5,29	0,35	3,13	5,73	0,18	1,15	1,91	4,34	3,02	2,55	1,02	4,41	2,04	15,99%	
<i>Financement bancaire</i>	14,25	2,45	3,11	0,83	0,06	2,28	2,98	2,63	8,37	4,09	2,18	0,95	3,55	13,38	6,50	05,90%	
<i>BCM</i>	8,25	1,81	1,00	1,63	0,71	2,74	2,63	2,47	2,53	3,75	1,59	0,26	0,66	0,84	1,00	83,84%	
<i>CUT-BCM</i>	7,51	1,81	1,00	1,63	0,71	2,74	2,61	2,47	2,53	3,75	1,59	0,26	0,66	0,84	1,00	83,84%	
<i>Moyens de paiement</i>	0,91	5,85	0,07	0,58	0,47	0,37	0,68	1,21	0,69	0,05	0,68	1,03	3,65	2,64			
<i>Valeurs à l'encaissement</i>	0,09	0,00	0,07	0,04	0,07	0,03	0,07	0,03	0,02	0,07	0,05	0,12	0,12	1,32			
<i>Comptes divisionnaires</i>	0,00	-										-	-	-			
<i>Allègements</i>	0,26	-	-	-	-								-	-			
<i>CAS</i>	0,19	-	-	-	-								-	-			
<i>Autres</i>	0,00	-	-	-	-								-	-			
<i>Créances sur l'État (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)</i>	0,29	-	-	-	-								-	-			
<i>Encaissements</i>	0,05	0,14	0,02	0,04	0,04	0,10	0,01	0,05	0,02	0,01	0,05	0,02	0,06	0,26			
<i>Banques commerciales</i>	5,99	0,63	2,11	0,80	0,76	0,46	0,35	0,16	5,84	0,34	0,59	0,69	2,90	12,55	7,50	67,27%	
<i>BT bancaires</i>	2,14	0,25	2,41	0,02	0,48	0,34	0,72	0,28	0,18	0,38	0,58	0,34	2,88	6,23	4,00	55,63%	

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

<i>BIT bancaires</i>	3,97	-	0,21	0,06	0,27	0,21	0,39	0,00	0,01	0,06	0,05	0,16	0,02	0,42	3,50	12,03 %
<i>OT bancaires</i>		-	-	0,86	-	-	-	-	6,02	-	-	0,10	-	6,98		
<i>Obligations cautionnées</i>	0,12	0,38	0,09	0,14	0,01	0,09	0,02	0,12	0,01	0,10	0,03	0,09	-	0,23		
<i>Financement non-bancaire (BT+OT non-bancaire)</i>	1,27	0,30	0,16	0,82	0,75	0,35	0,73	0,18	0,27	0,54	0,63	0,30	0,22	0,30	1,10	7,59 %
<i>Débiteurs intérieurs</i>	1,08	0,42	0,46	0,04	0,74	0,39	0,36	0,38	0,42	0,65	0,85	1,20	0,92	3,77		
<i>Variation des arriérés intérieurs</i>	0,84	0,25	0,61	0,04	0,09	0,42	0,47	0,03	0,10	0,40	0,14	0,56	-	11,38		
<i>Accumulation</i>	0,84	0,25	0,61	0,04	0,09	0,42	0,47	0,03	0,10	0,40	0,14	0,56	-	11,38		
<i>Variation des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison</i>	6,33	2,81	2,25	0,29	4,12	1,97	2,11	3,82	0,68	1,36	3,80	1,89	7,46	9,79		
<i>Autres financements intérieurs</i>	2,44	0,71	0,85	1,14	1,52	0,86	2,90	1,10	1,61	1,78	0,95	0,62	-	-		
<i>Convention BCM-ETAT 2024 (amortissements)</i>	-						0,18		4,80					4,98	5,56	
<i>Financement extérieur</i>	3,85	0,42	0,44	0,87	0,77	0,16	0,87	1,20	1,10	1,25	0,51	0,10	0,77	3,36	0,13	258,13 %
<i>Compte pétrolier net</i>	0,74	0,14	0,16	0,03	0,03	0,11	0,17	0,32	0,08	1,79	0,13	0,50	0,31	0,19	0,28	8,01 %
<i>Recettes pétrolières</i>	0,74	0,14	0,16	0,03	0,03	0,11	0,17	0,32	0,08	0,11	0,13	0,50	0,31	2,09	2,28	1,69 %
<i>Contribution du FNRH</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,90	-	-	-	1,90	2,00	
<i>Débiteur extérieurs</i>	-	-	0,00	0,00	0,00	-	-	0,00	-	-	-	0,00	-	-		
<i>Autres net</i>	3,11	0,27	0,28	0,85	0,74	0,05	0,71	1,53	1,01	0,54	0,39	0,60	0,46	3,17	0,41	
<i>Emprunts extérieurs (net)</i>	6,41	0,27	0,28	0,85	0,74	0,05	0,71	0,09	1,01	0,54	0,39	0,60	0,46	4,78	6,85	9,82 %

Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
L'année 2025

<i>Nouveaux emprunts</i>	3,81	0,33	0,40	0,08	0,33	0,38	0,48	0,36	0,40	0,45	0,74	1,09	0,91	5,95	2,78	14,07 %
<i>Amortissements de la dette</i>	10,23	0,60	0,67	0,93	1,07	0,42	1,19	0,45	1,42	0,99	1,13	0,49	1,37	10,73	9,63	11,46 %
<i>Financement extérieur exceptionnel</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Prêt budgétaire (FMI et IDA)</i>	3,31	-	-	-	-	-	-	1,62	-	-	-	-	-	1,62	7,26	2,28 %
<i>Variation comptes de liaison des chancelleries</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Erreurs et omissions</i>	0,09	0,12	0,12	0,36	0,00	0,18	0,52	0,33	0,12	0,50	0,72	0,09	2,32	0,06	0,02	

Rapport sur les Opérations Financières de l'État
 L'année 2025

**ANNEXE 2 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS
 EXTERIEURS**

SECTEUR	DON	PRET	TOTAL
Développement Rural	847 178 315,54	1 116 491 206,94	1 963 669 522,48
Agriculture	278 884 348,40	740 387 760,16	1 019 272 108,56
Elevage	276 999 903,32	280 165 031,54	557 164 934,86
Environnement	289 151 983,82	1 900 000,00	291 051 983,82
Hydraulique villageoise-pastorale	-	94 038 415,24	94 038 415,24
Recherche/Formation/Vulgarisation	2 142 080,00	-	2 142 080,00
Développement Industriel	1 034 863 874,58	1 726 508 692,13	2 761 372 566,71
Energie	826 028 094,58	1 593 812 141,83	2 419 840 236,41
Mines hors SNIM	-	132 696 550,30	132 696 550,30
Pêche	208 835 780,00	-	208 835 780,00
Aménagement du Territoire	638 562 368,86	3 789 077 027,80	4 427 639 396,66
Habitat/Urbanisme/Transport	174 858 237,06	396 858 376,04	571 716 613,10
Hydraulique urbaine & Assainissement	433 958 577,87	2 285 472 995,22	2 719 431 573,09
Infrastructures portuaires	29 745 553,93	205 349 721,01	235 095 274,94
Infrastructures routières	-	632 428 262,91	632 428 262,91
Télécommunications	-	268 967 672,62	268 967 672,62
Ressources Humaines	1 191 235 967,02	673 545 048,16	1 864 781 015,18
Education	331 618 335,10	56 407 412,98	388 025 748,08
Emploi	275 016 533,98	263 134 261,54	538 150 795,52
Santé et Affaires Sociales	564 601 097,94	354 003 373,64	918 604 471,58
Justice	20 000 000,00	-	20 000 000,00
Développement Institutionnel	7 084 293,60	183 217 736,58	190 302 030,18
Appui à l'Administration	7 084 293,60	183 217 736,58	190 302 030,18
Projets multisectoriels	435 823 779,70	1 280 327 464,67	1 716 151 244,37
Projets multisectoriels	435 823 779,70	1 280 327 464,67	1 716 151 244,37
	4 154 748 599,30	8 769 167 176,28	12 923 915 775,58